

# **GRAND DEBAT SUR L'AVENIR DE L'ECOLE.**

**LYCEE JEAN MOULIN. DRAGUIGNAN. ACADEMIE DE NICE.**

## **Synthèse des demi journées des 10 et 13 décembre.**

### **Nombre de participants :**

Le mercredi 10 : 19 ; le samedi 13 : 35, auxquels il faut ajouter 4 animateurs, parents d'élèves, chaque demi journée.

Soit, sur les deux jours, **42 parents, 17 professeurs, 2 Copsy et 1 élève.**

### **Fonctionnement :**

La première demi journée a commencé par le rappel de la présentation ministérielle du débat ainsi que des points principaux des « éléments de diagnostic sur le système scolaire français », très positifs, pour la plupart. Des questions ont alors porté sur la finalité réelle de ce débat et sur les raisons qui conduisent le gouvernement à définir une nouvelle loi d'orientation. Elles semblent relever d'avantage de commandes politiques visant avant tout la réduction des dépenses publiques d'Etat que de préoccupations internes au système scolaire lui-même.

Les deux aspects principaux de ce débat ont alors été dissociés, d'un côté, la commande institutionnelle qui en fait un prétexte à partir duquel légitimer le « texte » ministériel déjà bien avancé ; de l'autre, l'occasion donnée de se rencontrer et d'échanger à propos de l'Ecole, qui correspond à un besoin ressenti sur le « terrain ».

Enfin, l'évidence de l'argument central sensé répondre à toutes les objections, « la société change, le monde change, alors l'école doit changer » a été questionnée. En effet, si nous formulions l'hypothèse que la société va droit dans le mur, et après avoir défini les termes « société », « monde » et « école », trouverions-nous sérieux de demander à l'Ecole de « préparer les jeunes » à un monde corrompu et dangereux ? Ne vaudrait-il pas mieux lui demander de préserver le plus possible le calme indispensable à tout apprentissage et de s'appuyer pour cela sur des valeurs universelles fondamentales compatibles avec l'épanouissement des individus ?

La demande de moyens est revenue tout au long des débats.

## **Six commissions se sont réunies sur six thèmes.**

Le premier jour :

« Quelles sont les valeurs de l'Ecole républicaine et comment faire en sorte que la Société les reconnaisse ? »

« Quelles doivent être les missions de l'Ecole, à l'heure de l'Europe et pour les décennies à venir ? »

« Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte, et impliquer davantage le monde du travail ? ».

Le deuxième jour :

« Comment organiser et améliorer l'orientation des élèves ? »

« Comment les parents et les partenaires extérieurs de l'Ecole peuvent-ils favoriser la réussite des élèves ? »

« Quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative – en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ? ».

Les échanges se sont déroulés dans un climat serein. Sérieux et fructueux, ils semblaient répondre à un besoin réel d'affirmation collective des idées suivantes concernant l'école.

## **Contenu du débat.**

Toutes les commissions se sont de fait exprimées sur les valeurs fondamentales de l'Ecole, dans une convergence de vue très marquée.

### **Valeurs fondamentales de l'école.**

**L'égalité des chances** est l'une des valeurs le plus fortement affirmée dans ces deux journées. Pour qu'elle puisse véritablement exister, il faut que la diversité des élèves soit mieux prise en compte, ce qui constituerait un premier grand remède à l'exclusion. Mais cet accueil des élèves dans leur **différence** ne peut se concevoir sans **moyens conséquents**.

La société est parvenue au point où si de tels moyens n'étaient pas dégagés pour avancer sur ces principes fondamentaux, une coupure grave se creuserait entre une école « performante », ou considérée comme telle selon les critères de l'entreprise, et une école publique réservée aux moins nantis.

Parmi les valeurs fondamentales, **les savoirs** apparaissent comme indispensables dans l'élaboration de la capacité de raisonner, le développement de la pensée et l'émergence de la liberté de conscience et de jugement. Pour cela, la nécessité de préparer les élèves à apprendre... s'est vue réaffirmée, liée au sens de l'effort, de la rigueur, à l'attention. Une question préoccupante est alors apparue : pourquoi ces acquis ont-ils tant de difficulté à s'installer, et surtout, pourquoi une fois abordés se perdent-ils si souvent ?

Les notions de cycle, de rythme individuel ont été avancées comme tentatives de réponse à la grande question de l'appropriation des acquis et connaissances fondamentales.

Une attention particulière a porté sur l'apprentissage des langues étrangères, propices à l'ouverture sur les différentes cultures. Des moyens techniques et financiers conséquents doivent être mis en place dans tous les établissements scolaires, ce qui est très loin d'être le cas.

Au delà de ces savoirs disciplinaires, apport fondamental et spécifique de l'École, c'est toute la question de la réussite qui est posée. Réussite considérée non seulement par rapport aux notes et appréciations, mais aussi par rapport à la capacité d'acquérir des savoirs généraux (savoir apprendre, comprendre, être, faire...).

A propos des élèves qui s'écartent de la norme, soit du point de vue de leurs résultats scolaires, soit d'un point de vue social, soit d'un point de vue psychologique, s'est posé le problème de la transmission d'informations les concernant.

Un temps institutionnel pour ces échanges a été très fortement demandé ainsi que l'augmentation conséquente du nombre de personnels qualifiés dans les toutes les catégories existant actuellement dans l'école.

Pour tous les enfants, la réussite implique aujourd'hui encore plus qu'hier que tous les personnels, enseignants, copsy, médecins, assistante sociale, cpe, réunissent leurs compétences et interviennent le plus en amont possible, la fin du collège étant trop tardive.

La possibilité de débattre, ainsi que le développement du sens critique qui lui est lié sont apparus comme deux valeurs fondamentales de la République, le sens critique faisant partie des conditions qui pourraient s'opposer à l'émergence des communautarismes de tous genres.

Parmi les affirmations très fortes « transversales » se trouve en bonne place la nécessité de renforcer la formation initiale dispensée par l'Éducation nationale, et cela jusqu'à l'âge de 16 ans au moins. Elle constitue la base sur laquelle pourront prendre appui les formations ultérieures.

Le monde du travail, lui, devrait s'affirmer davantage dans la formation continue, considérée comme prolongement de la formation initiale. Répondant à un souci égalitaire, de solides moyens permettraient dès maintenant de satisfaire un besoin plus important de formation continue chez les jeunes sortis précocement du système scolaire.

La conception fondamentale suivante s'est trouvée très fortement affirmée par toute l'assemblée : la finalité de l'École ne doit pas être la recherche de réponse aux besoins économiques. En revanche, quel que soit le monde du travail, quel que soit le « monde » en général, plus l'élève se sera « épanoui » au long de son parcours scolaire, plus il sera à même de s'y intégrer.

Ces valeurs de la République ainsi que les conceptions fondamentales de l'École qui s'y rattachent se sont déclinées plus concrètement dans le domaine de l'orientation, mais également dans des considérations sur les enseignants, les parents, leurs rôles respectifs.

### **L'orientation.**

Concernant l'**orientation**, chacun voudrait qu'elle devienne **positive**. Pour cela, il faut que les élèves soient en position de répondre de leur choix : quelle que soit la part de rêve que ce choix comporte, ils leur faut un jour le confronter au réel, le soumettre à l'épreuve de la réalité.

Cela devrait passer par une meilleure **connaissance de soi**. La prise en compte de la personne sous tous les aspects de sa personnalité devrait se trouver facilitée par le travail convergent des adultes de l'équipe éducative, particulièrement des professeurs et des conseillers d'orientation psychologues.

Tout élève devrait pouvoir bénéficier d'un ou plusieurs entretiens avec un copsy, lieu propice à une analyse de sa situation, objective et subjective, fondée sur une mise à distance indispensable. C'est également le lieu où sont posés les grands **repères** nécessaires pour se diriger dans le dédale des formations, mais également dans le monde du travail.

En tout état de cause, les enseignants conservent l'autorité de compétence en matière d'**évaluation**, moment nécessaire dans le processus d'orientation. Le besoin d'une évaluation mieux intégrée à la réflexion sur soi a introduit la dimension formatrice de l'erreur et la nécessité d'un travail à partir des situations difficiles, « mauvaises notes », doublements ...

Les **forums** constituent un moment de prise de connaissance de la réalité concrète du travail. Il serait très fructueux que des parents exposent le contenu de leur métier devant les élèves.

L'orientation doit être **transparente et explicite**. Elle ne doit pas être dictée par des contingences administratives et gestionnaires. Une vigoureuse unanimité s'est prononcée sur ce point.

Du point de vue des structures, ce sont surtout les **passerelles** qui ont retenu l'attention : passerelles entre enseignements professionnel, technologique, général ; passerelles entre le monde du travail et le retour en formation...

Sur ce chapitre, comme sur les autres, une demande très forte en **personnels qualifiés** s'est exprimée. L'accompagnement psycho pédagogique des élèves requiert plus que jamais des personnels formés à un haut niveau.

### **Les enseignants.**

Concernant la **formation des enseignants**, le besoin d'étendre plus solidement leur formation initiale dans le domaine des sciences humaines a souvent été exprimé, ainsi que celui de développer la **formation continue**. Ce dernier point étant du reste valable pour tous les personnels de l'Éducation nationale.

Le **recrutement** devrait être plus largement ouvert. A cet égard, la moyenne de « 11,6 élèves par enseignants » annoncée par le document ministériel « L'Education nationale en chiffres » reçue comme une provocation, a conduit les participants à se demander « pour quoi on les prenait véritablement ».

**L'autorité de compétence** du professeur s'est vue confortée tout au long de ces deux jours. D'une manière générale, la **reconnaissance** de son autorité a été jugée fondamentale et indispensable, bien qu'il soit rappelé qu'aucune « barrière d'autorité » ne doive cependant entraver la relation élève / enseignant.

Cela renvoie au positionnement de toute une société vis-à-vis de son école, vis-à-vis de ses maîtres.

Mais l'autorité doit également émaner de l'enseignant, se fonder sur l'**exemple** qu'il donne, tant par sa compétence que sa capacité d'écoute et de considération.

Ce qui est principalement attendu des enseignants, c'est la **rigueur**. Il leur est demandé d'en faire preuve, et de participer au développement de la rigueur et de l'exactitude chez les élèves, de leur transmettre le **goût** de l'apprentissage, mais également de l'effort...en plus bien entendu, du goût pour la matière enseignée.

### **Les parents.**

**Représentants 2/3 des personnes présentes à ce débat**, les parents se sont beaucoup interrogés sur le rôle qu'ils pourraient remplir pour **participer à la mission d'éducation**, dont la part a considérablement augmenté compte tenu du contexte social plus général.

Ils ont exprimé de fortes demandes à ce sujet :

Si l'instruction revient entièrement aux enseignants, les parents souhaitent participer davantage à l'éducation, à côté de l'école. Pour cela, ils doivent être mieux **prévenus** des problèmes relevant de ce domaine.

Car finalement, le rejet de la citoyenneté chez les enfants n'est que le **reflet** et la conséquence du comportement des citoyens par rapport à la loi, des adultes en général, et donc des parents en particulier.

« Il faut commencer à **s'occuper des parents** » est une idée qui s'est affirmée tout au long des débats, liée au rappel que les causes principales des problèmes de l'Ecole sont à rechercher en premier lieu dans la société. Pensons par exemple à l'instabilité, à la violence, à la précarité...

C'est ainsi que des parents se penchent sur la question d'un **statut de parent** dont la **reconnaissance sociale** leur permettrait d'obtenir par exemple auprès de leurs employeurs la possibilité de s'absenter pour participer aux diverses réunions et formations.

Ils sont en effet très demandeurs de **formations** qui les aideraient à mieux cerner les enjeux actuels, liés à une meilleure compréhension des problèmes de l'enfance et de l'adolescence.

Plus concrètement, le déficit de **communication** au sein de l'Ecole, surtout dans le secondaire, est souvent revenu comme une plainte.

Il est temps que chacun puisse entendre l'autre pour que l'on parvienne à une **compréhension** mutuelle et une meilleure **coopération**.

Pour cela, il faudrait que des **rencontres équipes éducatives / parents** soient organisées, ce qui permettrait à ces derniers de participer à la fonction éducative, en particulier en direction des familles dont la distance sociale d'avec l'univers scolaire est plus importante. Il est demandé que ces rencontres soient plus nombreuses qu'actuellement, d'un contenu et d'une forme facilitant de **véritables échanges**, ce qui est peu le cas actuellement.

C'est sur cette demande très forte que s'achèvera cette synthèse. Un **cadre** devrait être sérieusement pensé pour qu'un travail véritable s'instaure entre professionnels de l'éducation et parents, lieu d'échange, de réflexion, de recherche de solutions.